rurgicales qui sont si souvent nécessaires au moment où ils ne s'y attendent pas. J'ai souvent vu des économies de toute une vie disparaître en quelques semaines ou quelques mois à la suite d'une maladie ou d'un accident. J'espère que bientôt un régime général d'assurance-santé à participation couvrira les frais des maladies et accidents graves. Nous avons beaucoup d'excellents régimes d'assurance collective, mais ils sont inaccessibles ou difficilement accessibles à la grande majorité de nos gens. La ligne de conduite adoptée par le conseil général de l'Association médicale du Canada, le 14 juin 1949, se lit en partie ainsi qu'il suit:

L'Association médicale du Canada espère que les relevés effectués par les provinces fourniront des renseignements qui pourront servir à l'élaboration de régimes complets.

L'Association médicale du Canada collaborera volontiers à la préparation des projets détaillés visant à supprimer tout obstacle à l'obtention des services médicaux dont le public a besoin, tout en respectant les principes essentiels dont s'inspire la profession.

Le Canada doit immédiatement prendre la place qui lui revient dans le programme de réarmement pour fins de défense. Il y va, non seulement de sa propre sécurité, mais de la sécurité collective de tous les pays libres. Nous applaudissons aux efforts de nos forces de terre, de mer et de transport aérien dans la guerre de Corée. Nous notons avec satisfaction que des plans sont en voie d'exécution, qui nous permettront de nous acquitter de nos obligations aux termes du Traité de l'Atlantique-Nord, grâce à l'organisation d'une armée intégrée appelée à servir, sous le général Eisenhower, en Europe occidentale.

Pour faire face à nos obligations, il faut que le Gouvernement reçoive du Parlement des pouvoirs suffisants, lui permettant de procéder avec le moins de retard possible. Une des mesures nécessaires est la création d'un nouveau ministère qui assurera à nos alliés, aussi bien qu'à nous-mêmes, les approvisionnements indispensables à la défense. Notre programme de défense, nous le comprenons tous, doit être coordonné avec celui de nos bons amis et voisins, les États-Unis. Notre programme de défense entraînera, évidemment, un accroissement considérable de dépenses et, du même coup, le relèvement des impôts. Un relèvement d'impôts n'est jamais chose facile à supporter: les députés devront voir à ce que les impôts soient équitablement répartis.

À la récente conférence des premiers ministres du Commonwealth, à Londres, notre propre premier ministre (M. St-Laurent) a joué un rôle important. Ces neuf chefs du Commonwealth, qui représentent le quart de la population mondiale, dont les commettants

sont répartis sur tous les continents du monde, dont les pays touchent à tous les océans, ont décidé de renforcer leurs moyens de défense et de lutter pour la paix. Pour aider la cause de la paix véritable ils ont affirmé qu'il importe de guérir les blessures causées par la dernière guerre, d'en venir au plus tôt à des accords avec l'Allemagne et le Japon et d'encourager toute mesure pratique permettant l'échange sincère de vues avec la Russie et la Chine. Nous sommes très reconnaissants aux membres du Commonwealth, en particulier à notre premier ministre et au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson), des efforts qu'ils ont faits en vue d'une trêve en Corée. La paix et la prospérité du monde libre, ont-ils déclaré, ne peuvent se maintenir tant que des millions d'humains vivent dans la pauvreté. Notre participation au plan de Colombo prouve bien quels efforts le gouvernement a tentés en vue de supprimer l'une des causes de la guerre. Certains d'entre nous jugent la guerre inévitable; mais le réarmement rapide du monde occidental et l'adoption d'une attitude déterminée et résolue peuvent peut-être nous en préserver. Il nous faut en même temps rechercher une paix honorable, qui peut-être ne s'établira que si nous déployons autant de zèle et d'énergie dans ce domaine que dans celui de notre programme de défense.

La plupart des pays occidentaux ont connu la prospérité. Ainsi, pour le Canada, l'année a été la plus prospère de toute son histoire. Nous avons produit, gagné et dépensé plus que jamais. Pendant ce temps, dans certaines parties de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique, des gens mouraient de faim, et des millions d'autres avaient à peine de quoi vivre. Voilà ce qui, à mon avis, menace véritablement notre sécurité; car la pauvreté, la maladie et l'indigence engendrent les guerres. Tant que cette situation persistera, nous ne serons pas à l'abri du danger car c'est elle qui offre un champ fertile à l'expansion du communisme. Nous savons que le communisme n'est pas la clef du problème, mais les gens qui meurent de faim ne se demandent pas d'où vient l'aide qu'on leur donne, tout insuffisante ou toute frauduleuse qu'elle soit.

Si nous reconnaissons nos devoirs envers les peuples déshérités et si nous voulons vraiment réaliser la fraternité humaine, nous, des nations libres, pouvons encore peut-être assurer une paix qui, à l'heure actuelle, nous semble si lointaine. La guerre ne peut être inévitable que si nous la croyons telle.

En terminant, monsieur l'Orateur, j'offre mes félicitations à notre premier ministre, qui aura soixante-neuf ans demain. Puisse-